

INDICE PRÉCURSEUR DESJARDINS

L'Indice précurseur Desjardins (IPD) est un indice composite qui permet de saisir, dans l'économie du Québec, les changements de tendances susceptibles d'annoncer l'arrivée d'un ralentissement, d'une récession ou d'une reprise environ six mois à l'avance.

Le regain de l'IPD s'essouffle en juin : la période de faiblesse de l'économie du Québec se poursuivra

Par Hélène Bégin, économiste principale

Après avoir renoué avec la croissance en mai grâce à un solide rebond de 0,7 %, l'IPD a perdu de la vigueur en juin avec une légère hausse de 0,2 %. Ce ralentissement peut être attribuable à certaines statistiques qui confirment un certain refroidissement des consommateurs. Du côté de l'habitation, le regain du marché de la revente semble tirer à sa fin et les mises en chantier continuent de piquer du nez. Le contexte s'assombrit également pour les entreprises, qui sont aussi confrontées à des taux d'intérêt plus élevés. La remontée de l'IPD qui s'est poursuivie en juin devrait donc être temporaire. Le récent sursaut ne signale pas d'éclaircies à l'horizon et une période de contraction du PIB réel pourra difficilement être évitée.

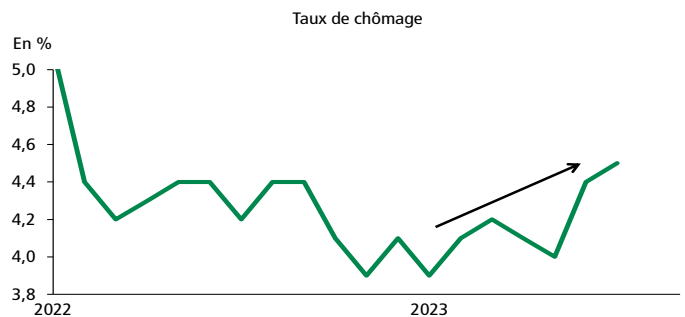
Comme attendu, l'amélioration de la composante ménages a été éphémère en mai puisque celle-ci a effectué un retour abrupt en territoire négatif. Les ventes de biens durables comme les véhicules automobiles ainsi que les meubles et appareils ménagers se sont affaiblies alors que la part des ménages qui jugent le moment propice pour effectuer un achat dispendieux a subi une importante rechute. La décision de la Banque du Canada (BdC) de rehausser à nouveau les taux d'intérêt directeurs en juin a secoué les consommateurs, qui ont dû encaisser une augmentation additionnelle en juillet.

De plus, le marché du travail, qui a amorcé une légère détérioration au Québec depuis quelques mois, n'a rien de rassurant pour les ménages. Le taux de chômage demeure faible à 4,5 % en juillet, mais il s'éloigne peu à peu du creux historique de 3,9 % (graphique). Par ailleurs, le taux d'inflation reste coincé à un niveau plus élevé qu'au Canada selon une récente [analyse](#). Celui-ci a atteint 3,9 % en juillet au Québec comparativement à 3,3 % au pays. En résumé, les consommateurs continueront d'affronter plusieurs obstacles, de sorte qu'ils devraient être plus prudents au cours des prochains mois.

Les effets modérateurs du resserrement monétaire ainsi que la détérioration du marché du travail qui se poursuivra se répercuteront aussi sur le secteur résidentiel. Ces facteurs

GRAPHIQUE

Le taux de chômage a amorcé une tendance à la hausse au Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

devraient bientôt entraîner une seconde vague de baisse des ventes et des prix des propriétés existantes. La demande pour les maisons et les copropriétés neuves devrait continuer de s'affaiblir. La chute des mises en chantier se chiffre à près de 55 % dans ces deux segments de marché en première moitié d'année, par rapport à la même période l'an dernier. Du côté des logements locatifs conventionnels, le recul avoisine 45 % dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus. Le niveau des taux d'intérêt, ainsi que les coûts élevés des matériaux et de la main-d'œuvre compromettent la rentabilité de plusieurs projets, qui doivent être reportés ou annulés malgré la demande pressante d'appartements locatifs. Dans ce contexte, le marché de l'habitation poursuivra sa descente.

Les entreprises doivent aussi affronter plusieurs vents contraires. Leur situation financière se détériore, notamment celles qui sont les plus endettées. Outre la remontée du coût d'emprunt, la vive progression des salaires et de l'inflation en général réduit leur rentabilité. Avec le ralentissement en cours de l'économie mondiale et la crainte d'une récession en Amérique du Nord, le contexte d'incertitude persistera pour les entreprises.